



Éradiquez la pauvreté des enfants au Canada

**LETTRE OUVERTE RELATIVE
AU REMANIEMENT DU PROGRAMME DE
PRESTATION UNIVERSELLE POUR LA GARDE D'ENFANTS (PUGE)**

6 février 2012

**Le très honorable Stephen Harper, premier ministre
L'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances
L'honorable Tony Clement, président du Conseil du Trésor**

Objet : Remaniement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE)

Nous vous écrivons en ce sixième anniversaire de l'annonce par votre gouvernement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) afin de vous faire une proposition relative à ce programme. Notre proposition s'inscrit dans le contexte fiscal, social et économique actuel. Or, dans ce contexte, le taux élevé persistant de la pauvreté infantile et le besoin criant de services de garde adéquats au Canada pour les enfants et les parents qui travaillent sont des enjeux qui se doivent d'être au premier rang des priorités gouvernementales.

Notamment, nous proposons que la dépense annuelle de 2,5 milliards de dollars pour la PUGE soit plutôt répartie entre les programmes provinciaux, territoriaux et autochtones de services éducatifs et de garde à l'enfance, d'une part, et la Prestation nationale pour enfants visant les familles à faible et modeste revenu, d'autre part.

D'un côté, les familles dans toutes les régions du Canada ont désespérément besoin de services de garde de qualité et abordables pour pouvoir travailler ou étudier, et de l'autre, les provinces, les municipalités et les organismes communautaires ont du mal à trouver les fonds nécessaires pour fournir aux familles les services éducatifs et de garde à l'enfance dont elles ont besoin. Les services de garde sont de moins en moins accessibles et selon les données les plus récentes, 639 000 enfants dans ce pays vivent en situation de pauvreté. Le taux de pauvreté infantile a peu baissé depuis l'adoption à l'unanimité par la Chambre des communes en 1989 d'une résolution visant à éliminer la pauvreté des enfants avant l'an 2000. Il est évident qu'aux seuils actuels, la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation nationale pour enfants sont inadéquates pour réaliser ce à quoi la Chambre des communes s'était engagée en 1989.

.../p. 2

Étant donné que le déficit du Canada s'est accentué durant la crise économique mondiale, votre gouvernement, au moyen d'un processus d'examen stratégique et fonctionnel, s'est engagé à « réaliser des gains d'efficience et des économies en sabrant les dépenses non productives ». Dans cette optique, nous soutenons que les Canadiennes et les Canadiens n'ont tout simplement pas les moyens de continuer de dépenser une somme aussi considérable de fonds publics pour la PUGE sans en valider l'efficacité.

Autant les avantages économiques et sociaux des services de garde de qualité et que ceux de l'éradication de la pauvreté ont été clairement démontrés et documentés dans de multiples recherches. On ne peut en dire autant des chèques de PUGE remis aux familles en général.

Nous soulignons qu'Ottawa n'est toujours pas en mesure de dire à quoi ont servi en fin de compte les 2,5 milliards de dollars du programme de PUGE (environ 15 milliards depuis juillet 2006) ni si cette dépense publique a eu un impact sur « le choix des familles » en matière de garde d'enfants, sur le mieux-être des enfants et des familles ou sur la productivité.

Par conséquent, nous demandons avec instance à votre gouvernement de remanier le programme de PUGE et de réaffecter la dépense annuelle de 2,5 milliards de dollars à des programmes dont les bénéfices pour les enfants et les familles sont démontrés :

- a) transferts réservés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour soutenir des programmes publics de services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité et abordables;
- b) bonification du programme de prestation pour enfants visant les familles à faible et modeste revenu.

Nous aimerions vous rencontrer, vous et vos collègues, pour discuter de cette proposition dans la période précédant l'adoption du budget fédéral 2012.

Recevez l'expression de nos sentiments respectueux,



Shellie Bird
Association Canadienne pour la
promotion des services de garde à l'enfance



Laurel Rothman, Coordonnatrice national
Campagne 2000

- c. c. L'honorable Diane Finley, Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
Jean Crowder, députée Critique de l'opposition officielle en matière de ressources humaines
Lise St-Denis, députée Critique du Parti libéral en matière d'apprentissage et de garde à l'enfance
Daniel Paillé, Chef du Bloc québécois
Elizabeth May, députée Chef du Parti vert